IC NOTICE N°012/2021/PNUD-BFA
Recrutement d’un (e) Consultant(e) pour l’étude de capitalisation du processus de la première révision de la CDN du Burkina Faso plus pertinente, inclusive et plus ambitieuse.

Date : 21 avril 2021
Pays : Burkina Faso
Nom du Projet : Environnement
Durée de réalisation : 30 jours
Lieu d’affectation : Ouagadougou

Votre soumission devra être déposée à l’adresse suivante :
Par email : offres.burkina@undp.org

Au plus tard : 05 mai 2021 à 16 heures

Les propositions, adressées à l’Operations Manager, doivent être envoyées à l’adresse e-mail ci-dessus indiquée, avec la mention « IC NOTICE N°012-2021/PNUD-BFA : Recrutement d’un (e) Consultant(e) pour l’étude de capitalisation du processus de la première révision de la CDN du Burkina Faso plus pertinente, inclusive et plus ambitieuse.

Les termes de références sont disponibles sur le site du PNUD Burkina à l’adresse :
http://www.bf.undp.org/content/burkina_faso/fr/home/operations/procurement.html

La proposition technique devra comprendre : Une brève présentation de l’approche méthodologique et de l’organisation de la mission envisagée, une note de compréhension des TDRs, un curriculum vitae incluant au moins deux (02) références avec les adresses Emails. La proposition financière devra être élaboré suivant le format fourni en annexe.

Les demandes de clarifications devront être transmises uniquement par écrit à l’adresse suivante :
procurement.burkina@undp.org

Contexte et Justification
Les changements climatiques constituent la plus grande des menaces pesant sur le développement durable. Leurs effets déjà répandus et sans précédent, frappent de manière disproportionnée les populations les plus pauvres, marginalisées et vulnérables. Ces incidences pourraient plonger 100 millions de personnes dans l’extrême pauvreté d’ici à 2030.

Le Groupe d’Experts Intergouvernemental sur l’Évolution du Climat (GIEC) indique que des mesures urgentes et des transformations fondamentales sont nécessaires pour limiter le réchauffement planétaire à 1,5 °C maximum, s’adapter aux menaces mondiales et atteindre les objectifs de développement durable (ODD). Dans tous les scénarios décrits dans le rapport spécial 2018 du GIEC sur un réchauffement planétaire de 1,5 °C, les émissions

anthropiques mondiales nettes de gaz à effet de serre (GES) doivent diminuer de 45 % à l’horizon 2030 et devenir nulles vers 2050.

**Résultats attendus :**
Aux termes des investigations :
- le déroulement du processus de révision de la CDN au Burkina Faso est bien diagnostiqué ;
- l’efficacité de la planification et des interactions au sein de la plateforme des acteurs est analysée ;
- l’efficacité et les performances d’ensemble sont appréciées ;
- les atouts, les forces et faiblesses du processus sont identifiés et analysés ;
- les difficultés rencontrées et les solutions palliatives observées sont répertoriées et analysées ;
- les acquis (positifs et négatifs) de l’expérience ainsi que leur durabilité identifiés et analysés ;
- les qualités/ améliorations de la nouvelle version ainsi que les appréciations des parties prenantes sont documentées ;
- des leçons et des recommandations formulées.

**Qualification et expériences requises :**
A. Le/ la consultant(e) doit avoir les qualifications suivantes :
- Diplôme universitaire Master II dans le domaine de la Communication, Sociologie, Environnement, développement durable avec au moins cinq (5) années d’expériences en changement climatique et une bonne connaissance de l’Accord de Paris ;
- Au moins cinq (5) années d’expériences professionnelles progressives et pertinentes au niveau national dans l’élaboration de stratégies et plans opérationnels en rapport avec l’atténuation / l’adaptation au changement climatique, le développement durable ;
- Expériences substantielles d’au moins cinq (5) années dans la gestion axée sur les résultats, le pilotage de plateformes/ groupe de travail, gestion de partenariat et dans la production de documents de portées internationales ;
- Connaissances démontrées des accords sur les changements climatiques de même que les textes nationaux (politiques, stratégies, plans) sur l’environnement, le développement durable, le genre et les changements climatiques ;
- Expériences démontrées dans la production et la diffusion d’articles ;
- De solides compétences en communication (écrites et orales) en français sont une nécessité ;
- Expérience concrète de favoriser un dialogue ouvert, d’établir la confiance et d’engager les principaux intervenants ;
- Preuve documentaire de l’expérience et de l’information sur des engagements similaires entreprises par le/ la consultant(e).

**Evaluation**
L’évaluation des Propositions Techniques et Financières se déroule en deux étapes. L’évaluation des propositions techniques est achevée avant l’ouverture et la comparaison des propositions financières.

a. **Les propositions techniques**
La sélection sera faite sur la base des critères notés sur 100 comme suite.
Programme des Nations Unies pour le développement

<table>
<thead>
<tr>
<th>Critères</th>
<th>Coef</th>
<th>Max. Point</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Compétences techniques</td>
<td></td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Qualification du (de la) Consultant (e)</td>
<td></td>
<td>20 pts</td>
</tr>
<tr>
<td>- Qualification académique : Diplôme universitaire Master II dans le domaine de la Communication, Sociologie, Environnement, développement durable</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Expériences professionnelles du consultant (e)</td>
<td></td>
<td>50 pts</td>
</tr>
<tr>
<td>- Au moins cinq (5) années d’expériences professionnelles progressives et pertinentes au niveau national dans l’élaboration de stratégies et plans opérationnels en rapport avec l’atténuation / l’adaptation au changement climatique, le développement durable (20 points);</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Expériences substantielles d’au moins cinq (5) années dans la gestion axée sur les résultats, le pilotage de plateformes/ groupe de travail, gestion de partenariat et dans la production de documents de portées internationales (15 points);</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Au moins cinq (5) années de connaissances démontrées des accords sur les changements climatiques de même que les textes nationaux (politiques, stratégies, plans) sur l’environnement, le développement durable, le genre et les changements climatiques (15 points);</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Expériences démontrées dans la production et la diffusion d’articles (5 points)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Méthodologie</td>
<td></td>
<td>30 pts</td>
</tr>
<tr>
<td>- Compréhension de l’étendue des TDR démontrée par une approche, un calendrier et des outils appropriés pour accomplir les tâches</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

b. Les propositions financières
La proposition financière est évaluée selon la formule suivante :
Note financière A = [(Offre financière la moins disante) / Offre financière de A] x 30
Seuls les consultants ayant obtenu une note technique d’au moins 70 points/100, verront leurs offres financières ouvertes. Cette note technique sera pondérée à 70% et la note financière pondérée à 30%.

Le/la Consultant (e) fait sa proposition financière suivant le Tableau des coûts. Il doit proposer un montant forfaitaire et présenter dans le Tableau des coûts la ventilation de ce montant forfaitaire. Le/la Consultant (e) avec le cumul de notes (Technique pondérée + Financière) le plus élevé sera retenu pour la consultation.

Durée du contrat
La durée totale de la consultation est de 30 jours.

NB : Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

Leon Badibanga
Operations Manager

Signature : [Signature]
Date : 21/04/2021

Immeuble des Nations Unies, Koulouba 01 BP 575 Ouagadougou 01 – Tél : (226) 25.49.06.00 – Email : registry.bf@undp.org
- Burkina Faso -
Termes de Référence

Etude de capitalisation du processus de la première révision de la CDN du Burkina Faso plus pertinente, inclusive et plus ambitieuse
Avril 2021

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Les changements climatiques constituent la plus grande des menaces pesant sur le développement durable. Leurs effets déjà répandus et sans précédent, frappent de manière disproportionnée les populations les plus pauvres, marginalisées et vulnérables. Ces incidences pourraient plonger 100 millions de personnes dans l’extrême pauvreté d’ici à 2030.

Le Groupe d’Experts Intergouvernemental sur l’Evolution du Climat (GIEC) indique que des mesures urgentes et des transformations fondamentales sont nécessaires pour limiter le réchauffement planétaire à 1,5 °C maximum, s’adapter aux menaces mondiales et atteindre les objectifs de développement durable (ODD). Dans tous les scénarios décrits dans le rapport spécial 2018 du GIEC sur un réchauffement planétaire de 1,5 °C, les émissions anthropiques mondiales nettes de gaz à effet de serre (GES) doivent diminuer de 45 % à l’horizon 2030 et devenir nulles vers 2050.

L’accord de Paris adopté en 2015 vise à contenir la hausse des températures moyennes à la surface du globe « nettement en dessous » de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels, tout en « poursuivant l’action menée » pour limiter l’élévation de la température à 1,5 °C. Il établit en outre un objectif d’élimination des émissions mondiales de gaz à effet de serre pour la deuxième moitié du siècle – ou du moins la compensation de toutes les émissions résiduelles au travers, par exemple, de la croissance des forêts. L’Accord de Paris reconnaît l’importance de l’échelle locale dans la réalisation des objectifs des CDN.

Au Burkina Faso, la mise en œuvre de l’Accord de Paris sur le climat s’est traduite par l’élaboration et l’adoption de sa Contribution Déterminée au niveau National (CDN) en fin 2015. La CDN constitue le référentiel des engagements de l’État burkinabè à l’horizon 2030 en rapport avec ses efforts d’adaptation et d’atténuation. Elle vise d’une part à réduire les émissions des gaz à effet de serre (GES) et d’autre part à répondre aux impacts vécus etattendus des changements climatiques. Les engagements du pays relatifs à l’effort mondial de réduction des gaz à effet de serre, à travers les CDN, se fondent sur les secteurs de l’énergie, de l’agriculture, des transports, de l’eau, des déchets, des productions animales, de l’industrie, de la forsterie et de l’habitat. Outre les secteurs, les lignes directrices pour la mise à jour ou la révision des CDN pour les pays africains impliquent la participation des Collectivités Territoriales dès le stade de la conception. Les collectivités, régions et communes, sont au plus proche des populations et ont le mandat du développement local sans avoir nécessairement les moyens humains et financiers requis. L’adaptation aux changements climatiques doit répondre aux besoins d’une large part de la population, la plus vulnérable aux changements climatiques, pauvre, largement rurale, qui dépend de l’action des Collectivités Territoriales. A cet effet, le Burkina Faso entend effectuer un changement de paradigme qui permettra au pays de revisiter ses CDN, suivant une approche du bas vers le haut ou "bottom up".


A la date de fin février 2021, le processus de révision de la CDN du Burkina Faso est bien avancé et pourrait connaître son achèvement dans le deuxième trimestre de l’année 2021.

---

Le PNUD, en collaboration avec le Ministère de l’Environnement, de l’Économie Verte et du Changement Climatique, à travers le SP/CNDD, sollicite les services d’un (e) consultant (e) national (le) pour faire le bilan et tirer tous les enseignements de la première révision de la CDN du Burkina Faso.

II. OBJECTIFS DE L’ÉTUDE

L’étude vise à capitaliser l’expérience du processus de révision de la CDN au Burkina Faso. Spécifiquement, l’étude permettra de :

- faire le diagnostic du déroulement du processus de révision de la CDN au Burkina Faso;
- analyser l’efficacité de la planification et des interactions au sein de la plateforme des acteurs;
- analyser l’efficacité et les performances d’ensemble du processus;
- identifier et analyser les atouts, les forces et faiblesses du processus;
- identifier les difficultés rencontrées et les solutions palliatives observées;
- identifier et analyser les effets (positifs et négatifs) de l’expérience ainsi que leur durabilité;
- apprécier les qualités/améliorations de la nouvelle version ainsi que les appréciations des parties prenantes;
- formuler les leçons tirées et des recommandations.

III. RÉSULTATS ATTENDUS

Aux termes des investigations :

- le déroulement du processus de révision de la CDN au Burkina Faso est bien diagnostiqué;
- l’efficacité de la planification et des interactions au sein de la plateforme des acteurs est analysée;
- l’efficacité et les performances d’ensemble sont appréciées;
- les atouts, les forces et faiblesses du processus sont identifiés et analysés;
- les difficultés rencontrées et les solutions palliatives observées sont répertoriées et analysées;
- les acquis (positifs et négatifs) de l’expérience ainsi que leur durabilité identifiés et analysés;
- les qualités/améliorations de la nouvelle version ainsi que les appréciations des parties prenantes sont documentées;
- des leçons et des recommandations formulées.

IV. DESCRIPTION DES RESPONSABILITÉS DU/ DE LA CONSULTANT (E)

Sous la direction générale de la Représentante Résidente Adjointe du PNUD et du Secrétaire Permanent du Conseil National pour le Développement Durable (SP/CNDD) et la supervision directe du Team leader de l’Unité Environnement et Énergie et Directeur du Contrôle, des Conventions Internationales (DCCI), le/ la Consultant (e) aura pour responsabilité de :

- Mener des entretiens et examens approfondis de la documentation/rapports/ compte rendus de réunions, produits en lien avec la CDN du Burkina Faso;
- Mener des entretiens et examens approfondis de la documentation relative aux Contributions Déterminées Nationales et l’Accords de Paris sur le Climat;
- Produire un rapport provisoire à soumettre aux parties prenantes pour amendements.
Produire le rapport final à la suite d’une restitution en atelier avec les parties prenantes.

V. PRODUITS ET LIVRABLES ATTENDUS

<table>
<thead>
<tr>
<th>No.</th>
<th>Livrables/Produits</th>
<th>Durée</th>
<th>Revue et approbation</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1</td>
<td>Rapport de cadrage</td>
<td>3 Jours à la suite du cadrage de l’étude</td>
<td>SP/CNDD- PNUD</td>
</tr>
<tr>
<td>3</td>
<td>Rapport provisoire de l’étude</td>
<td>3 semaines après le rapport de cadrage</td>
<td>SP/CNDD- PNUD</td>
</tr>
<tr>
<td>4</td>
<td>Dépôt du rapport final intégrant les amendements et suggestions des différentes parties prenantes recueillies en atelier de validation de l’étude</td>
<td>4 jours après l’atelier de validation de l’étude</td>
<td>SP/CNDD- PNUD</td>
</tr>
</tbody>
</table>

VI. ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS

Le/ la consultant (e) sera supervisé (e) par la Team Leader de l’Unité Environnement et Energie ai et le DCCI du SP/CNDD sous le leadership de la Représentante Résidente Adjointe du PNUD Burkina Faso et du SP/CNDD.

Le paiement sera effectué après satisfaction des produits et livrables, certification du formulaire de paiement, l’acceptation et la confirmation de satisfaction des résultats par le Team Leader ai.

VII. SOUTENI LOGISTIQUE ET ADMINISTRATIF

a. Le/la consultant (e) aura accès aux informations pertinentes nécessaires à l’exécution des tâches dans le cadre de cet engagement;

b. Le/la consultant (e) sera responsable de la fourniture de son propre poste de travail (c.-à-d. ordinateur portable, Internet, téléphone, scanner/imprimante, etc.) et doit avoir accès à une connexion Internet fiable;

c. Toutes les dépenses doivent être anticipées et prises en compte dans les honoraires professionnels.

VIII. QUALIFICATIONS REQUIS DU (DE LA) CONTRACTANT (E) (IC)

B. Le/ la consultant (e) doit avoir les qualifications suivantes :

- Diplôme universitaire Master II dans le domaine de la Communication, Sociologie, Environnement, développement durable avec au moins cinq (5) années d’expériences en changement climatique et une bonne connaissance de l’Accord de Paris ;

- Au moins cinq (5) années d’expériences professionnelles progressives et pertinentes au niveau national dans l’élaboration de stratégies et plans opérationnels en rapport avec l’atténuation / l’adaptation au changement climatique, le développement durable ;

- Expériences substantielles d’au moins cinq (5) années dans la gestion axée sur les résultats, le pilotage de plateformes/ groupe de travail, gestion de partenariat et dans la production de documents de portées internationales ;
Connaissances démontrées des accords sur les changements climatiques de même que les textes nationaux (politiques, stratégies, plans) sur l’environnement, le développement durable, le genre et les changements climatiques ;
- Expériences démontrées dans la production et la diffusion d’articles ;
- De solides compétences en communication (écrites et orales) en français sont une nécessité ;
- Expérience concrète de favoriser un dialogue ouvert, d’établir la confiance et d’engager les principaux intervenants ;
- Preuve documentaire de l’expérience et de l’information sur des engagements similaires entreprises par le/la consultant(e).

Compétences de base:
- Capacité de gérer efficacement le temps et de respecter les délais ;
- Capacité de travailler avec des points de vue et des opinions divers ;
- Capacité de coordonner et de modérer les interventions pertinentes et de faciliter les groupes multipartites sur un sujet ;
- Excellentes compétences de synthèse et de communication ;
- Doit être un habitué de l’outil informatique ;

IX. CRITÈRES DE SELECTION DES OFFRES

Suite à l’avis de diffusion, on s’attend à ce que le/la consultant(e) individuel(le) qualifié(e) soumette ses propositions technique et financière. En conséquence, le/la consultant(e) individuel(le) sera évalué(e) en fonction de l’analyse cumulative selon le scénario suivant :
- Pertinent / conforme/ acceptable, et
- Ayant obtenu le score le plus élevé d’un ensemble prédéterminé de critères spécifiques à la sollicitation.
  À cet égard, le poids respectif des propositions est le suivant :
  a. Le poids des critères techniques est de 70 %
  b. Le poids des critères financiers est de 30 %

<table>
<thead>
<tr>
<th>Critères</th>
<th>Coef</th>
<th>Max. Point</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Compétences techniques</td>
<td>70%</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Qualification du (de la) Consultant (e)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Qualification académique : Diplôme universitaire Master II dans le domaine de la Communication, Sociologie, Environnement, développement durable</td>
<td>20pts</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>
Programme des Nations Unies pour le développement

Expériences professionnelles du consultant (e)
- Au moins cinq (5) années d’expériences professionnelles progressives et pertinentes au niveau national dans l’élaboration de stratégies et plans opérationnels en rapport avec l’atténuation / l’adaptation au changement climatique, le développement durable (20 points);
- Expériences substantielles d’au moins cinq (5) années dans la gestion axée sur les résultats, le pilotage de plateformes / groupe de travail, gestion de partenariat et dans la production de documents de portées internationales (15 points);
- Au moins cinq (5) années de connaissance démontrées des accords sur les changements climatiques de même que les textes nationaux (politiques, stratégies, plans) sur l’environnement, le développement durable, le genre et les changements climatiques (15 points);
- Expériences démontrées dans la production et la diffusion d’articles (5 points)

Méthodologie
- Compréhension de l’étendue des TDR démontrée par une approche, un calendrier et des outils appropriés pour accomplir les tâches

Offre financière (plus basse offre/Offre*100) 30% 30

Total des points

Nombre de points technique * 70 % + nombre de point financier * 30 %

X. ÉTAPES DE PAIEMENT ET APPROBATION

Le/la consultant (e) qualifié (e) reçoit ses frais de service forfaitaires sur la certification des tâches accomplies de façon satisfaisante, conformément au calendrier de paiement suivant:

<table>
<thead>
<tr>
<th>Tranche de Paiement/ Période</th>
<th>Livrables ou documents dus</th>
<th>Approbation</th>
<th>Pourcentage de Paiement</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1ère tranche</td>
<td>Rapport de cadrage.</td>
<td>SP/CNDD- PNUD</td>
<td>20%</td>
</tr>
<tr>
<td>2ème tranche</td>
<td>Rapport provisoire de l’étude</td>
<td></td>
<td>50%</td>
</tr>
<tr>
<td>3ème tranche</td>
<td>Dépôt du rapport final intégrant les amendements et suggestions des différentes parties prenantes recueillis en atelier de validation.</td>
<td></td>
<td>30%</td>
</tr>
</tbody>
</table>

XI. DURÉE DE L’ETUDE

a. La consultation aura une durée totale de 30 jours ouvrables.
b. Le/la consultant (e) devra respecter strictement les échéanciers énoncés dans le tableau des livrables ci-dessus.

XII. CONDITIONS DE SOUMISSIONS
Le/la consultant (e) intéressé(s) par cette offre devra produire une proposition technique détaillant sa compréhension par rapport aux éléments des TDR en indiquant : les méthodes proposées, les sources et procédures de collecte des données. La proposition technique devra inclure un programme détaillé des tâches, activités, prestations et un calendrier de la mission. La proposition technique sera accompagnée d’une offre financière prenant en compte les différents éléments de coût (honoraires ; déplacements ; communication ; secrétariat...).

NOTA BENE:

Seuls les candidats qui détiennent les qualifications professionnelles et techniques mentionnées ci-dessus seront présélectionnés et contactés.

*Les candidatures féminines sont fortement encouragées.*